

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	55	20

N° de la séance : 10

Objet de la délibération : Direction de la
Cohésion Sociale - Centre Départemental
d'accès au Droit CDAD 06 - Avenant n°1 à
la convention constitutive

<input checked="" type="checkbox"/> Original
<input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président, Le Directeur Général des Services
 Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2019.010

Date de la convocation : Le 05/02/2019
Certifié exécutoire compte tenu
de l'affichage en date du 21 FEV. 2019
de la réception s/Préfecture en date du 21 FEV. 2019
Pour le Président, La Responsable de Service

Corinne PAVAN-SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 11 février 2019

L'an deux mil dix-neuf et le 11 février à 17h, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations – 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Martine SAVALLI, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Khéra BADAoui

PROCURATIONS :

Henri GANNARD à Michelle SALUCKI, Patrick CHAGNEAU à Guilaine DEBRAS, Audouin RAMBAUD à Jacques GENTE, Eric DUPLAY à Serge AMAR, Michel BERTRAND à Michel VIANO, Abderrazak SALOUH à Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN à Lionnel LUCA

ABSENTS :

André-Luc SEITHER, Elisabeth JANIN, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Valérie TIERAN-GNONI, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé, par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003, d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré, en matière d'accès au droit, les antennes de justice situées à Antibes Juan-Les-Pins, Valbonne Sophia Antipolis / Biot et Vallauris Golfe-Juan, d'intérêt communautaire.

Les antennes de justice ont pour objectif de rapprocher les citoyens du système judiciaire et d'améliorer la lisibilité de l'action de la Justice par l'accès au droit, le développement des réponses alternatives pour lutter contre la petite et moyenne délinquance et le sentiment d'impunité.

Elles constituent un cadre privilégié de mise en œuvre des mesures de médiation pénale et/ ou familiale et de conciliation judiciaire en matière civile. Y sont également menées des actions d'aide aux victimes et d'aide à l'accès au droit. Dans ce cadre, différents partenaires y réalisent des interventions, dont les avocats et notaires qui y délivrent des consultations gratuites pour les résidents du territoire.

Ces consultations de professionnels du droit sont notamment organisées via le Centre départemental d'accès au droit des Alpes Maritimes (CDAD 06). Elles font l'objet d'une convention de participation financière évaluée chaque année en fonction des besoins du territoire et des facultés contributives de la CASA.

Le CDAD 06 est organisé en groupement d'intérêt public placé sous l'autorité du président du tribunal de grande instance de Nice. Il poursuit le développement d'une politique publique départementale d'accès au droit reposant sur une volonté commune de créer un véritable service public de proximité.

Par délibération du Conseil Communautaire n°CC.2012.130 du 17 décembre 2012, la CASA a confirmé le principe d'adhésion au CDAD 06 et approuvé les termes de la convention constitutive. Cette adhésion lui permet de siéger au conseil d'administration avec une voie consultative et d'être ainsi partie prenante du développement de son activité.

L'application de la loi de modernisation de la justice du 21^{ème} siècle est venu apporter des modifications quant à la composition des instances délibérantes des CDAD et leur affecter une nouvelle mission. Aussi, une assemblée générale extraordinaire du CDAD 06 s'est tenue le 30 novembre 2017. Lors de cette assemblée des modifications apportées à la convention constitutive du CDAD 06 permettant la prise en compte de ces nouvelles dispositions ont été approuvées.

Cet avenant prévoit notamment que :

- Le Procureur de la République devient Vice-Président du CDAD 06 ;
- Le magistrat délégué à la politique associative et à l'accès au droit près la Cours d'Appel d'Aix en Provence devient commissaire du gouvernement du CDAD. L'exercice de cette fonction lui permet ainsi d'avoir une vision globale sur l'activité de l'ensemble des CDAD du département ;
- L'ajout de nouvelles missions portées par le CDAD : les modes alternatifs de résolutions des conflits et la résolution amiable des différends.

Cet avenant a également permis d'actualiser la liste des membres associés ayant voix délibératives en supprimant notamment certains dont l'existence n'était tout simplement plus d'actualité (associations dissoutes ou membres inactifs durant plusieurs années).

Cet avenant est ainsi soumis à votre approbation.

Considérant l'intérêt que présente l'adhésion de la CASA au CDAD 06 ;

Il est donc proposé au communautaire :

- d'approuver les termes de l'avenant à la convention constitutive du CDAD 06 ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer cet avenant.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les termes de l'avenant à la convention constitutive du CDAD 06 ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer cet avenant.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 11 février 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

<p style="text-align: center;">AVENANT A LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT (C.D.A.D) DES ALPES-MARITIMES</p>

Le présent avenant complète et modifie la convention constitutive du conseil départemental de l'accès au droit des Alpes-Maritimes signée le 29 avril 2013.

Vu les articles 54 et suivants de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, modifiée par la loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits, par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, ainsi que par la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle,

Vu les articles 141 et suivants du décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991, modifiés par le décret n° 2000-344 du 19 avril 2000 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil national de l'aide juridique et des conseils départementaux de l'accès au droit, et par le décret n° 2017-822 du 5 mai 2017 portant diverses dispositions relatives à l'aide juridique,

Vu le décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public,

Vu la convention constitutive du conseil départemental de l'accès au droit des Alpes-Maritimes du 29 avril 2013,

Article 1 : Modification de l'article introductif

Le premier paragraphe introductif est remplacé par :

« Suivant les termes des articles 54 et suivants de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique modifiée par la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits, par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, et par la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle, les articles 141 et suivants du décret n°91-1266 du 19 décembre 1991, modifié par le décret n° 2000-344 du 19 avril 2000 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil national de l'aide juridique et des conseils départementaux de l'accès au droit, par le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public, et par le décret n° 2017-822 du 5 mai 2017 portant diverses dispositions relatives à l'aide juridique, ainsi que par la présente convention, il est constitué un groupement d'intérêt public est entre :

- l'Etat, représenté par le préfet du département des Alpes-Maritimes, par le président du tribunal de grande instance de Nice, et par le procureur de la République près ledit tribunal ;
- le département des Alpes-Maritimes, représenté par le président du conseil départemental ;
- l'association départementale des maires représentée par son président ;
- l'ordre des avocats du barreau de Nice, représenté par son bâtonnier ;
- la caisse des règlements pécuniaires du barreau de Nice, représentée par son président ;
- la chambre départementale des huissiers de justice des Alpes-Maritimes représentée par son Président ;
- la chambre départementale des notaires des Alpes-Maritimes, représentée par son Président ;
- et l'association Montjoye, représentée par son président. »

Article 2 : Modification de l'article 2 relatif à l'objet du groupement

Il est ajouté après le deuxième alinéa de l'article 2 les phrases suivantes:

« Il participe à la mise en œuvre d'une politique locale de résolution amiable des différends.

Il peut développer des actions communes avec d'autres conseils départementaux de l'accès au droit. »

Le reste de l'article est inchangé.

Article 3 : Modification de l'article 16 relatif au commissaire du gouvernement

Le premier alinéa de l'article 16 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le commissaire du Gouvernement auprès du conseil départemental de l'accès au droit est le magistrat du siège ou du parquet de la cour d'appel chargé de la politique associative, de l'accès au droit et de l'aide aux victimes, désigné conjointement par le premier président de la cour d'appel dans le ressort de laquelle siège le conseil départemental de l'accès au droit et par le procureur général près de cette cour, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991. Il assiste avec voix consultative aux séances des organes de délibération et d'administration du groupement. »

Le reste de l'article est inchangé.

Article 4 : Modification de l'article 17-1 relatif à la composition de l'assemblée générale

Au cinquième alinéa intitulé Les membres associés avec voix délibérative, sont supprimés du paragraphe :

- Le centre régional d'information Jeunesse (CRIJ),
- L'Association ALMAZUR,
- Le CHU de Nice,
- L'Association PREFACE,

Article 5 : Modification de l'article 17-2 relatif au fonctionnement de l'assemblée générale

Le quatrième alinéa de l'article 17-2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La présidence de l'assemblée générale est assurée par le président du conseil départemental de l'accès au droit des Alpes-Maritimes, ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le vice-président du groupement. A défaut, l'assemblée générale élit elle-même son président. »

Le reste de l'article est inchangé.

Article 6 : Modification de l'article 18-1 relatif à la composition du conseil d'administration

Au deuxième alinéa, après les mots « outre le Président du tribunal de grande instance du chef-lieu du département, es qualité de Président du Conseil Départemental de l'Accès au Droit » sont ajoutés les mots « et son vice-président ».

Article 7 : Modification de l'article 18-2 relatif au fonctionnement du conseil d'administration

Le deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Le conseil d'administration se réunit en présence du magistrat délégué à la politique associative et à l'accès au droit mentionné à l'avant-dernier alinéa de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991 susvisée en sa qualité de commissaire du Gouvernement ».

Le reste de l'article est inchangé.

Article 8 : Modification de l'article 19 relatif au président du conseil d'administration

Le titre de l'article 19 est modifié comme suit : « Président et vice-président du conseil d'administration et du groupement ».

Le premier alinéa de l'article 19 est remplacé par les dispositions suivantes : « Le groupement est présidé, conformément aux dispositions de l'article 55 de la loi du 10 juillet 1991, par le président du tribunal de grande instance du chef-lieu du Département, qui a voix prépondérante en cas de partage égal des voix. Le procureur de la République près ce tribunal en assure la vice-présidence. En cas d'absence ou d'empêchement du président, cette voix prépondérante est attribuée au vice-président. ».

Le cinquième alinéa de l'article 19 est remplacé par les dispositions suivantes : « Il exécute et met en œuvre les délibérations de l'assemblée générale et du conseil d'administration, dont il préside les séances. En cas d'absence ou d'empêchement du président, la présidence est assurée par le vice-président. Si le président ou le vice-président sont absents ou empêchés, le conseil d'administration désigne lui-même le président de séance parmi les représentants de l'Etat »

Le reste de l'article est inchangé.

Fait à Nice, le ...

En ... exemplaires originaux *[autant d'exemplaires que de signataires]*

Lu et approuvé *[tous les membres du groupement signent la convention]*

Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes ou son représentant

Monsieur le Président du tribunal de grande instance de Nice

Président du Conseil Départemental d'Accès au Droit des Alpes-Maritimes (C.D.A.D.)

Monsieur le Procureur de la République près ledit tribunal
Vice- Président du Conseil Départemental d'Accès au Droit des Alpes-Maritimes

Monsieur le Président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes ou son représentant

Monsieur le Président de l'Association Départementale des Maires ou son représentant

Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de Nice ou son représentant

Monsieur le Président de la Caisse des Règlements Pécuniaires du Barreau de Nice, ou son représentant,

Monsieur le Président de la Chambre Départementale des Huissiers de Justice ou son représentant,

Monsieur le Président de la Chambre Départementale des Notaires ou son représentant,

Monsieur le Président de l' Association MONTJOYE,

Monsieur le Président du Conseil régional,

Monsieur le Président de la Métropole Nice Côte d'Azur ou son représentant,

Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ou son représentant,

Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de la Riviera Française ou son représentant,

Madame la Présidente de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes ou son représentant,

Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de Grasse, ou son représentant,

Monsieur le Président de la Caisse des Règlements Pécuniaires du Barreau de Grasse, ou son représentant,

Madame la Présidente de la Fondation de Nice (Patronage Saint-Pierre-Actes), ou son représentant,

CONVENTION CONSTITUTIVE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL D'ACCÈS AU DROIT (CDAD) DES ALPES-MARITIMES

Il est constitué entre :

- l'Etat, représenté par le Préfet du département des Alpes-Maritimes et par le Président du tribunal de grande instance de Nice ;
- le Département des Alpes-Maritimes, représenté par le Président du Conseil Général des Alpes-Maritimes ;
- l'Association Départementale des Maires, représentée par son Président ;
- l'Ordre des Avocats du Barreau de Nice et l'Ordre des Avocats du Barreau de Grasse, représentés par leurs Bâtonniers respectifs ;
- la Caisse des Règlements Pécuniaires du Barreau de Nice et la Caisse des Règlements Pécuniaires du Barreau de Grasse, représentées par leurs Présidents respectifs ;
- la Chambre Départementale des Huissiers, représentée par son Président ;
- la Chambre Départementale des Notaires, représentée par son Président ;
- l'Association MONTJOYE, représentée par son Président ;

MEMBRES DE DROIT,

- le tribunal de grande instance de Grasse ;
- la Région Provence Alpes Côte d'Azur, représentée par son Président ;
- la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes, représentée par son Président ;
- la « Fondation Patronnage Saint Pierre – ACTES » ;
- la Communauté d'Agglomération Nice Côte d'Azur (CANCA) ;
- la Communauté d'Agglomération de la Riviera Française (CARF) ;
- la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) ;

MEMBRES ASSOCIES,

Et,

- le Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nice
ès qualité de Commissaire du Gouvernement du groupement ;

un groupement d'intérêt public régi par les articles L 341-1 à L 341-4 du code de la recherche, par les articles 54 et suivants de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991, modifiée par la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998, les articles 141 et suivants du décret n°91-1266 du 19 décembre 1991, modifiés par le décret n°2000-344 du 19 avril 2000 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil National de l'Aide Juridique et des Conseils Départementaux de l'Accès au Droit et par la présente convention.

Ce groupement se substitue au Conseil Départemental d'Aide Juridique (CDAJ) des Alpes-Maritimes créé par l'Arrêté du 17 septembre 1996 portant approbation de conventions constitutives de conseils départementaux de l'aide juridique (NOR : JUSC9620521A), publié au journal officiel numéro 231 du 3 octobre 1996 qui a lui-même fait l'objet, conformément à la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998, d'une mutation juridique en Conseil Départemental d'Accès au Droit (CDAD) des Alpes-Maritimes, par un avenant à la convention initiale, signé le 14 février 2001, approuvé le 6 novembre 2001 et publié dans un bulletin d'annonces légales le 3 décembre 2001.

00 01 71

ARTICLE 1 : OBJET

Conformément à l'article 54 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, modifiée par la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et au règlement amiable des conflits, le Conseil Départemental d'Accès au Droit des Alpes-Maritimes (CDAD) est chargé de recenser les besoins, de définir une politique locale, de dresser et diffuser l'inventaire de l'ensemble des actions menées, afin notamment de :

- permettre à toute personne, et notamment aux plus démunies, de bénéficier, en dehors de toute procédure contentieuse, d'une information générale portant sur ses droits et obligations;
- mettre en œuvre des projets visant à offrir une aide dans l'accomplissement de toute démarche en vue de l'exercice d'un droit ou de l'exécution d'une obligation juridique;
- favoriser le développement et la diversification des modes amiables de règlement des conflits.

Le groupement d'intérêt public est saisi, pour information, de tout projet d'action préalablement à sa mise en œuvre et pour avis, de toute demande de concours financier de l'Etat préalablement à son attribution. Il procède à l'évaluation de la qualité et de l'efficacité des dispositifs auxquels il apporte son concours.

ARTICLE 2 : SIEGE

Le siège du Conseil Départemental d'Accès au Droit des Alpes-Maritimes (CDAD) est fixé au siège du tribunal de grande instance de Nice. Il pourra être transféré en tout autre lieu, par décision du conseil d'administration.

ARTICLE 3 : DUREE

Le groupement d'intérêt public est constitué pour une durée de 10 ans à compter de la date de publication de la présente convention.

ARTICLE 4 : ADHESION, DEMISSION, EXCLUSION

ARTICLE 4-1 : ADHESION

Au cours de son existence, le groupement peut accepter de nouveaux membres, par décision de l'assemblée générale.

ARTICLE 4-2 : EXCLUSION

L'exclusion d'un membre, autre que les membres de droit, peut être prononcée sur proposition du conseil d'administration par l'assemblée générale, en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave. Le membre concerné est entendu au préalable. Les dispositions financières et autres prévues pour le retrait s'appliquant au membre exclu.

ARTICLE 4-3 : RETRAIT

En cours d'exécution du contrat, tout membre autre que de droit peut se retirer du groupement pour un motif légitime, à l'expiration d'un exercice budgétaire, sous réserve qu'il ait notifié son intention trois mois avant la fin de l'exercice et que les modalités financières et autres de ce retrait aient reçu l'accord de l'assemblée.

L'application des dispositions du présent article est soumise à l'approbation de l'autorité de tutelle.

Ces décisions sont prises conformément aux dispositions de l'article 18 de la présente convention.

ARTICLE 5 : CAPITAL

Le groupement est constitué sans capital.

ARTICLE 6 : CONTRIBUTION DES MEMBRES

Les contributions des membres sont fournies :

- sous forme de participation financière au budget annuel ;
- sous forme de participation ou de mise à disposition de personnels ;
- sous forme de mise à disposition de locaux ;
- sous forme de mise à disposition de matériel qui reste la propriété du membre ;
- sous toute autre forme de contribution au fonctionnement du groupement, la valeur étant appréciée d'un commun accord.

La nature, les modalités et les montants des contributions des membres sont définis lors de la constitution du groupement et figurent en annexe à la présente convention.

Ils peuvent être réactualisés chaque année dans le cadre de la préparation du projet de budget.

Les membres du groupement sont tenus des dettes contractées par celui-ci, à proportion de leur contribution qu'elle qu'en soit la forme. A cet égard, l'évaluation des apports en nature, conformément aux règles comptables, permettra le cas échéant de fixer la participation de membres ayant opté pour ce mode de participation.

ARTICLE 7 : MISE A DISPOSITION DE MOYENS ET DE PERSONNELS

ARTICLE 7-1 : MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS

Les personnels mis à la disposition du groupement par les membres, en exécution d'une convention, conservent leur statut d'origine. Leur employeur gardant à sa charge leurs traitements ou salaires, leur couverture sociale, leurs assurances et conserve la responsabilité de leur avancement.

Ces personnels sont toutefois, placés sous l'autorité fonctionnelle du Président du conseil d'administration du groupement d'intérêt public.

Ils seront remis à la disposition de leurs corps ou organisme d'origine :

- à leur demande ;
- par décision du conseil d'administration, sur proposition de son Président ;
- à la demande du corps ou organisme d'origine ;
- dans le cas où cet organisme venait à se retirer du groupement.

ARTICLE 7.2 : MISE A DISPOSITION DE MATERIELS

Les matériels mis à la disposition du groupement par l'un de ses membres restent la propriété de celui-ci. Il continue d'ailleurs à assumer les charges qui en résultent et notamment celles correspondant aux primes d'assurance.

ARTICLE 8 : MISE A DISPOSITION DE FONCTIONNAIRES ET D'AGENTS DES COLLECTIVITES PUBLIQUES

Des agents de l'Etat, des collectivités territoriales ou des établissements publics peuvent être mis à la disposition du groupement d'intérêt public, conformément à leurs statuts et aux règles de la fonction publique, notamment celles résultant des articles 10-1 et 14 de la loi n°2007-148 du 2 février 2007.

Il est mis à disposition par le Ministère de la Justice un Greffier en Chef des services judiciaires, chargé des fonctions de Secrétaire Général du groupement.

Le Secrétaire Général du CDAD est chargé de l'administration et de la gestion du groupement.

Placé sous l'autorité du Président, il est en relation avec les auxiliaires de justice, le secteur associatif, les collectivités territoriales et l'ensemble des acteurs de l'accès au droit.

Les principales missions du Secrétaire Général étant les suivantes :

- recensement des besoins en matière d'accès au droit dans le département ;
- participation à la création et à la coordination de structures, services d'accès au droit ;
- mise en œuvre de la politique d'accès au droit en direction de publics particuliers ou dans des domaines du droit appelant des réponses spécialisées définies par le groupement ;
- gestion administrative du groupement, préparation des réunions et rédaction des comptes rendus, préparation des programmes d'action, des conventions partenariales, (...) ;
- gestion des fonds affectés au groupement d'intérêt public (fonction de Trésorier) ;
- participation à la mise en œuvre d'une politique de communication externe ;
- actualisation et le suivi de la politique départementale d'accès au droit ;
- évaluation de la qualité et de l'efficacité des réponses données par les organismes participant à la mise en œuvre de l'accès au droit ;
- la participation à la mise en place d'une politique de communication externe ;
- rédaction du rapport d'activité du CDAD présentant une synthèse des résultats recueillis par les systèmes d'évaluation mis en place sur l'année.

ARTICLE 9 : RECRUTEMENT DIRECT DE PERSONNELS

A titre subsidiaire et dans le cas où les membres du groupement d'intérêt public ne peuvent mettre à la disposition de ce dernier les agents ayant les compétences nécessaires pour l'exercice de l'une des activités qu'il entend développer, le conseil d'administration peut, conformément aux règles visées à l'article 16 de la présente convention, autoriser le recrutement direct de personnels.

ARTICLE 10 : PROPRIETE DES EQUIPEMENTS

Le matériel acheté ou développé en commun appartient au groupement.

En cas de dissolution de celui-ci, il est dévolu conformément aux règles spécifiées à l'article 22 de la présente convention.

ARTICLE 11 : BUDGET

Le budget, approuvé chaque année par l'assemblée générale, inclut les opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice et qui ne sont pas prises en charge directement par les membres du groupement.

Il fixe, d'une part, le montant des crédits destinés au fonctionnement du groupement et d'autre part, de ceux destinés, à la réalisation du programme d'actions d'aide à l'accès au droit.

Les dépenses de fonctionnement courant du CDAD (fournitures de bureau, mobilier, affranchissements, fluides ...) sont prises en charge sur le budget de fonctionnement du tribunal de grande instance où est implanté le siège du groupement, à savoir le TGI de Nice.

ARTICLE 12 : TENUE DES COMPTES

Conformément aux termes de l'article 150 du décret n°91-1266 du 19 décembre 1991, modifié par le décret n°2000-344 du 19 avril 2000, la comptabilité du Conseil Départemental d'Accès au Droit des Alpes-Maritimes est tenue et sa gestion est assurée selon les règles choisies par le groupement d'intérêt public. Il adopte la gestion de sa comptabilité selon les règles de droit privé. Elle est confiée à un expert comptable, agréé par le conseil d'administration, dès la création de celui-ci.

En outre, le budget du groupement excédant la somme de 152.450 euros, un commissaire aux comptes est désigné de la même manière par le conseil d'administration.

ARTICLE 13 : GESTION

Le groupement ne donnant lieu ni à la réalisation ni au partage des bénéfices, l'excédent éventuel des recettes d'un exercice sur les charges correspondantes sera reporté sur l'exercice suivant.

ARTICLE 14 : CONTROLE ECONOMIQUE ET FINANCIER

Le groupement est soumis au contrôle de la Cour des comptes, dans les conditions prévues par l'article L 341-4 du code de la recherche et la loi n°94-1040 du 2 décembre 1994.

Par ailleurs, les dispositions du titre II du décret n°55-733 du 26 mai 1955 portant codification et aménagement des textes relatifs au contrôle économique et financier de l'Etat sur les entreprises nationales et certains organismes ayant un objet économique et social, modifié par le décret n°2005-437 du 9 mai 2005 et, le cas échéant, le décret n°53-707 du 9 août 1953 modifié par le décret n°2005-436 du 9 mai 2005, lui sont applicables.

Le contrôleur d'Etat est le trésorier-payeur général du département.

Il participe de droit, avec voix consultative, aux séances de l'assemblée générale et du conseil d'administration du groupement. Il a accès à l'ensemble des documents du groupement et plus particulièrement aux comptes de résultat, de bilan ainsi qu'à tout document financier se rapportant à l'exécution du budget.

ARTICLE 15 : COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT

Le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nice exerce les fonctions de commissaire du Gouvernement.

Il veille au respect des dispositions applicables au groupement d'intérêt public.

Il est convoqué à toutes les réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale et a accès à l'ensemble des documents du groupement.

Il peut provoquer une nouvelle délibération dans un délai de quinze jours.

ARTICLE 16 : LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARTICLE 16-1 : LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le groupement est administré par un conseil d'administration, dont la composition est fixée par la présente convention.

Outre le Président du tribunal de grande instance du chef lieu du département, en qualité de Président du Conseil Départemental d'Accès au Droit, et le procureur de la République près ledit tribunal qui exerce la fonction de commissaire du Gouvernement, le conseil d'administration comporte au maximum quinze membres, à savoir :

LES MEMBRES DE DROIT AVEC VOIX DELIBERATIVE:

- l'Etat, représenté par le Préfet du département des Alpes-Maritimes;
- le Département, représenté par le Président du Conseil Général des Alpes-Maritimes ;
- l'Association Départementale des Maires, représentée par son Président ;
- en alternance annuelle, l'Ordre des Avocats du Barreau de Nice et l'Ordre des Avocats du Barreau de Grasse, représentés par leurs Bâtonniers respectifs ;
- en alternance annuelle, la Caisse des Règlements Pécuniaires du Barreau de Nice et la

Caisse des Règlements Pécuniaires du Barreau de Grasse, représentées par leurs Présidents respectifs ;

- la Chambre Départementale des Huissiers, représentée par son Président ;
- la Chambre Départementale des Notaires, représentée par son Président ;
- l'Association MONTJOYE, représentée par son Président ;

conformément aux dispositions de l'article 55 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991, modifiée par la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998.

LES MEMBRES ASSOCIES AVEC VOIX DELIBERATIVE:

- le tribunal de grande instance de Grasse représenté par les chefs de juridiction ;
- la Région Provence Alpes Côte d'Azur, représentée par son Président ;
- la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes, représentée par son Président ;
- la « Fondation Patronnage Saint Pierre – ACTES » ;

conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 55 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991, modifiée par la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998.

LES MEMBRES ASSOCIES AVEC VOIX CONSULTATIVE:

- la Communauté d'Agglomération Nice Côte d'Azur (CANCA) ;
- la Communauté d'Agglomération de la Riviera Française (CARF) ;
- la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) ;

conformément aux dispositions de l'article 56 de la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998 et de l'article 146 du décret n°91-1266 du 19 décembre 1991 modifié par le décret n°2000-344 du 19 avril 2000 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil National de l'Aide Juridique et des Conseils Départementaux de l'Accès au Droit.

ARTICLE 16-2 : MODE DE DESIGNATION

Les membres autres que les membres de droit sont désignés pour la durée de la présente convention, dans les conditions prévues à l'article 145 du décret n°91-1266 du 19 décembre 1991, modifié par le décret n°2000-344 du 19 avril 2000.

Le mandat d'administrateur est exercé gratuitement.

ARTICLE 16-3 : FONCTIONNEMENT

Le conseil d'administration se réunit en présence du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nice en sa qualité de commissaire du Gouvernement et du Trésorier Payeur Général en sa qualité de contrôleur d'Etat du groupement.

Il prend toutes les décisions qui ne relèvent pas de la compétence de l'assemblée générale.

Il délibère notamment sur les objets suivants :

- propositions relatives aux programmes d'actions, au budget et à la fixation des participations respectives ;
- convocations des assemblées, fixation de l'ordre du jour et des projets de résolution ;
- fonctionnement du groupement.

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an et aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige, sur convocation de son Président ou à la demande du tiers de ses membres,

dans les vingt jours suivant notification de cette demande au Président.

Le conseil d'administration, régulièrement convoqué par lettre recommandée avec accusé de réception, délibère valablement si la moitié de ses membres sont présents ou représentés.

Cheque administrateur peut donner mandat à un autre administrateur pour le représenter.

Les décisions du conseil d'administration sont prises selon les règles de la majorité simple.

En cas de partage égal des voix, le Président du CDAD a voix prépondérante.

ARTICLE 17 : LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Président du conseil d'administration :

- convoque le conseil aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige et au moins deux fois par an, avant le 30 avril de chaque année pour arrêter les comptes qui seront soumis à l'assemblée générale et avant le 1^{er} décembre de la même année, pour arrêter le projet de budget prévisionnel relatif à l'exercice suivant ;
- préside les séances du conseil. S'il n'est ni présent, ni représenté, le conseil désigne un Président de séance parmi les autres représentants de l'Etat ;
- en l'absence de désignation d'un Directeur, il engage le groupement pour tout acte entrant dans l'objet de celui-ci.

ARTICLE 18 : L'ASSEMBLEE GENERALE

ARTICLE 18-1 : LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale est composée de l'ensemble des membres du groupement.

Outre les membres de droit qui ont voix délibérative, elle comprend :

- des membres associés avec voix délibérative, en application du dernier alinéa de l'article 55 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991, modifié par la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998 ;
- des personnes associées appelées à siéger avec voix consultative, en application de l'article 56 de la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998.

ARTICLE 18-2 : LE FONCTIONNEMENT

Les assemblées générales sont convoquées par lettre recommandée, quinze jours au moins à l'avance. La convocation indique l'ordre du jour, la date et le lieu de réunion. Toutefois, l'assemblée générale peut valablement délibérer, sur simple convocation verbale, si l'ensemble des membres du groupement en acceptent le principe.

La présidence de l'assemblée générale est assurée par le Président du groupement.

A défaut, l'assemblée générale élit elle-même son Président.

ARTICLE 18-3 : COMPETENCES

Sont de la compétence de l'assemblée générale :

- a. l'adoption du programme annuel d'activités et du budget correspondant ;

- b. l'approbation des comptes de chaque exercice ;
- c. toute modification de l'acte constitutif ;
- d. l'admission de nouveaux membres ;
- e. l'exclusion d'un membre autre que membre de droit ;
- f. les modalités financières et autres du retrait d'un membre autre que de droit.

L'assemblée générale du CDAD décide de l'emploi, sur proposition du conseil d'administration, des subventions et des financements alloués.

ARTICLE 18-4 : MODALITES DE VOTE ET PUBLICITE DES DECISIONS

L'assemblée générale ne délibère valablement sur première convocation que si les deux tiers des membres sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée dans les quinze jours et délibère valablement quel que soit le nombre des présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des personnes présentes ou représentées.

Toutefois, les décisions visées aux paragraphes c) et d) sont prises à l'unanimité des membres présents ou représentés. Il en est de même en ce qui concerne les décisions visées au paragraphe e), étant cependant observé que ces décisions seront valablement prises hors la présence des représentants ou abstraction faite de la voix du membre dont l'exclusion est demandée.

Les organismes professionnels des professions juridiques et judiciaires et les caisses des règlements pécuniaires des avocats forment, au sein de l'assemblée générale, un collège chargé de désigner ceux ou celles d'entre eux dont les représentants siégeront au conseil d'administration.

Les décisions de l'assemblée générale, consignées dans un procès verbal de réunion, obligent tous les membres. Les décisions du collège des organismes professionnels des professions juridiques et judiciaires et des caisses des règlements pécuniaires des avocats obligent les membres de ce collège.

ARTICLE 19 : LE REGLEMENT D'INTERIEUR

Le conseil d'administration établit en tant que de besoin un règlement intérieur relatif au fonctionnement du groupement.

ARTICLE 20 : DISSOLUTION DU GROUPEMENT

Le groupement peut être dissout :

- par abrogation de l'acte d'approbation
- par survenance du terme contractuel
- du fait de la loi ou du règlement qui l'impose
- de tout événement mettant en péril l'existence du groupement d'intérêt public.

ARTICLE 21 : LIQUIDATION DU GROUPEMENT

La dissolution du groupement entraîne sa liquidation mais la personnalité morale du groupement subsiste pour les besoins de celle-ci. L'assemblée générale fixe les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Elle est prononcée à l'unanimité des membres de droit.

ARTICLE 22 : DEVOLUTION DES BIENS APPARTENANT AU GROUPEMENT

En cas de dissolution prononcée par l'autorité administrative, les biens et droit du groupement sont répartis entre les membres du groupement proportionnellement à leur contribution.

ARTICLE 23 : CONDITION SUSPENSIVE

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par l'autorité administrative, qui en assure la publicité conformément à l'article 143 du décret du 19 décembre 1991 modifié.

Fait à Nice, le
En 20 exemplaires originaux

Monsieur le Président du tribunal de grande instance de Nice
Président du Conseil Départemental d'Accès au Droit des Alpes-Maritimes (CDAD)

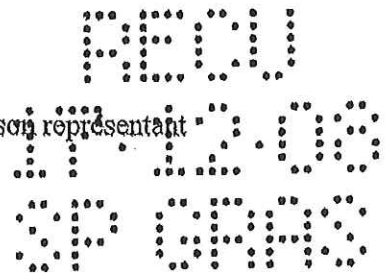
Monsieur le Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nice
ès qualité de Commissaire du Gouvernement

Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes ou son représentant

Monsieur le Président du Conseil Général des Alpes-Maritimes ou son représentant

Monsieur le Président de l'Association Départementale des Maires ou son représentant

Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de Nice ou son représentant



Monsieur le Président de la Caisse des Règlements Pécuniaires du Barreau de Nice
ou son représentant

Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de Grasse ou son représentant

Monsieur le Président de la Caisse des Règlements Pécuniaires du Barreau de Grasse
ou son représentant

Monsieur le Président de la Chambre Départementale des Huissiers ou son représentant

Monsieur le Président de la Chambre Départementale des Notaires ou son représentant

0039
Monsieur le Président de l'Association MONTJOYE ou son représentant

Monsieur le Président du tribunal de grande instance de Grasse ou son représentant

Monsieur le Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Grasse
ou son représentant

Monsieur le Président de la Région Provence Alpes Côte d'Azur ou son représentant

Madame le Président de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes
ou son représentant

Monsieur le Président de la « Fondation Patronage Saint Pierre – ACTES » ou son représentant

Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Nice Côte d'Azur (CANCA) ou son représentant

17.12.08
SP 0743

Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de la Riviera Française (CARF) ou son représentant

Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) ou son représentant

PROCES - VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU C.D.A.D DES ALPES-MARITIMES

30 Novembre 2017

Sur convocations de son Président, Monsieur Alain CHATEAUNEUF, par courriels avec accusés de réception en date du 14 novembre 2017, l'assemblée générale ordinaire du CDAD des Alpes Maritimes s'est réunie le 30 novembre 2017, à partir de 10 heures 00, au sein de la Chambre Départementale des Huissiers de Justice, sis 31 avenue Jean Médecin à Nice (06000).

Étaient présents :

- **Monsieur Alain CHATEAUNEUF**, Président du tribunal de grande instance de Nice, Président du conseil départemental de l'accès au droit des Alpes-Maritimes ;
- **Monsieur Jean-Michel PRETRE**, Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nice, Vice- Président du conseil départemental de l'accès au droit ;
- **Monsieur Georges François LECLERC**, préfet du département des Alpes Maritimes, représenté par Monsieur Franck VINESSE, Sous-Préfet en charge de la Politique de la Ville,
- **Monsieur Olivier SCHWEITZER**, Conseiller et magistrat délégué à la politique associative et à l'accès au droit, près la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence, Commissaire du Gouvernement du CDAD des Alpes-Maritimes
- **Monsieur Renaud MUSELIER**, Président du Conseil Régional de Provence Alpes Côte d'Azur, représenté par Madame Morgane LESTAEVEL, Chargée de mission – Service Jeunesse et citoyenneté,
- **Monsieur Jean Charles GINESY**, Président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, représenté par Monsieur Arnaud FABRIS, Délégué de territoire à la Direction Générale Adjointe pour le développement des solidarités humaines,
- **Monsieur Christian ESTROSI**, Président de la Métropole Nice Côte d'Azur, représenté par Maître Jeanine GILETTA, Conseiller-Métropolitain et Maire-adjoint,
- **Monsieur Jean LEONETTI**, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représenté par Madame Maryline MAISTO, Directrice de la cohésion sociale,
- **Monsieur Jean-Claude GUIBAL**, Président de la Communauté d'agglomération de la Riviera Française, représenté par Madame Solange BERNARD,
- **Monsieur Honoré COLOMAS**, Président de l'Association des Maires et Président de la Communauté des Alpes-Maritimes,
- **Monsieur Gérard DELHOMMEZ**, Maire de Peymeinade,
- **Monsieur Hervé DEMAI**, Directeur Départemental de la Cohésion sociale,
- **Maître Jean-Marc FARNETI**, Bâtonnier de l'Ordre des avocats du Barreau de Grasse,
- **Maître Jean-Charles ALBERTINI**, Président de la Chambre départementale des huissiers de justice,

- **Maître Jean-Philippe VOUILLON**, Président de la Chambre départementale des notaires des Alpes-Maritimes, représenté par Maître Pierre-Emmanuel BRIZIO, Notaire,
- **Monsieur Charles SCIBETTA**, Maire de Carros, représenté par Monsieur Gérard DELHOMMEZ, Maire de Peymeinade.
- **Madame Sophie BERRETTONI**, Directrice de l'action sociale, Direction de la Prévention sociale, du Handicap et des droits des femmes de la Ville de Nice, représentée par Madame Brigitte VECCHIONI, directrice adjointe de l'action sociale,
- **Madame Danièle DESENS**, représentée par Madame Elodie PENNET -DALLOZ, Directrice du pôle socio-judiciaire de l'Association Montjoye,
- **Monsieur Patrick BARCAROLI**, Président de l'Association Montjoye,
- **Madame Elodie PENNET-DALLOZ**, Directrice du pôle socio-judiciaire de l'Association Montjoye,
- **Maître Sophie BOYER-MOLTO**, Présidente de l'Association des avocats praticiens en droit social représentée par Maître Mireille DAMIANO, avocat au barreau de Nice,
- **Monsieur Louis Xavier MICHEL**, Président de la Fondation Patronage Saint Pierre-Actes,
- **Monsieur Dominique SATABIN**, Directeur de l'Association Preface, représentée par Madame Elodie PENNET-DALLOZ, Directrice du pôle socio-judiciaire de l'Association Montjoye,
- **Madame Marie Françoise GRAZIANI**, chargé de mission Prévention de la délinquance, Politique de la Ville à la Métropole Nice Côte d'Azur,
- **Madame Michèle BRUYERE**, Directrice fonctionnelle du SPIP ;
- **Monsieur Gilles GAUTHIER**, Directeur départemental des finances publiques, représentée par Monsieur Pascal STRATARI, Administrateur des Finances Publiques, Directeur Adjoint du Pôle Gestion Publique,
- **Madame Natacha HILMERFARB**, Déléguée aux droits des femmes et à l'égalité de la Direction départementale de la cohésion sociale,
- **Madame Corinne LAPORTE-RIOU**, Directrice de l'UDAF 06,
- **Maître Frédérique GREGOIRE**, Présidente du Centre Information des Femmes et des Familles (CIDFF) représentée par Madame Prune de MONTVALON, Directrice,
- **Madame Viviane GILGENKRANTZ**, juriste de l'Association CIDFF,
- **Monsieur Yassir JAWHARI**, juriste de l'Association CIDFF,
- **Monsieur Bernard SEGUIN**, Président de l'association HARJES représenté par Madame Elisabeth DE BURLET, chef de service,
- **Monsieur Jacques TOUBON**, Défenseur des droits, représenté par Monsieur Michel ROUX, coordonnateur territorial du délégué du défenseur des droits,
- **Madame Maryse PONS**, Présidente de l'Association des conciliateurs de justice de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence, représentée par Monsieur Farshad RAHIMZADEH, Conciliateur de Justice,
- **Madame Agnès ETROY**, Présidente de l'association Accueil Femmes Solidarités, représentée par Madame Florence JAMBOU, coordinatrice ;
- **Madame Danièle DESENS**, Présidente de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes représentée par Madame Elodie DALLOZ, Directrice du pôle socio-judiciaire de l'Association Montjoye,
- **Monsieur Christophe TASSANO**, Directeur Général de l'Association la Semeuse, représentée par Madame Jacqueline LE VU, coordinatrice,
- **Madame Laurence DUPERRAY**, Directrice territoriale de la Protection judiciaire de la Jeunesse, représenté par Monsieur Eric SERENNE, directeur territorial adjoint,
- **Monsieur Michel Jean FLOC'H**, Inspecteur d'Académie de Nice et Directeur

académique des services de l'éducation nationale des Alpes-Maritimes, représenté par Madame Michèle RAIBALDI, Conseillère technique et Responsable du service social en faveur des élèves Direction des services départementaux de l'Education Nationale des Alpes-Maritimes ;

- **Monsieur Thomas CARTOSIO**, Cabinet PRADAL et Associés, Expert-Comptable de la auprès du CDAD ;
- **Monsieur Bernard VINCENT**, SARL AUDIMA, Commissaire aux comptes auprès du CDAD ;
- **Madame Caroline BARAILLER**, Secrétaire Générale du CDAD des Alpes-Maritimes ;
- **Madame Jessy ESPOSITO**, Adjointe à la Secrétaire Générale du CDAD des Alpes-Maritimes ;
- **Monsieur Christophe BRETON**, Agent d'accès au droit du CDAD des Alpes-Maritimes ;

Étaient excusés :

- **Monsieur Michael JANAS**, Président du Tribunal de Grande Instance de Nice,
- **Maitre Jacques RANDON**, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de Nice, et Président de la CARPA de Nice ;
- **Monsieur Jean-François DESIRE**, Directeur de la Maison d'arrêt de Nice ;
- **Madame Laurence SAVALLE**, Chef de service des Maisons du Département ;

Étaient absents :

- **Madame Fabienne ATZORI**, Procureure de la République près le tribunal de grande instance de Grasse ;
- **Monsieur Jean-Claude RINAUDO**, Responsable de l'Antenne de justice de Cannes ;
- **Monsieur Emmanuel ETHIS**, Recteur de l'Académie de Nice, Chancelier des Universités,
- **Madame Colette RIVIER**, Directrice générale du CCAS de Nice,
- **Le Centre régional d'information jeunesse,**
- **L'Association Almazur,**
- **Le Centre hospitalier et universitaire de Nice,**

L'ordre du jour était le suivant :

- I. Réajustement du budget prévisionnel 2017 (compte tenu de l'analyse des recettes et des dépenses réelles au 30.09.2017 et de l'adoption du nouveau mode de calcul de rétribution des avocats).
 - Présentation-discussion- approbation.
- II. Etat des actions 2017 pour le second semestre.
 - Démarrage des permanences spécialisées pour les victimes de violences conjugales sur les ressorts des TGI de Nice et de Grasse.
 - Participation à la journée nationale des aidants familiaux organisée le 6 octobre 2017 et Participation au Forum des Seniors le 1^{er} décembre 2017.

- Lancement d'un nouveau dispositif : les permanences d'information et de soutiens aux tuteurs familiaux.
- Journée d'information collective consacrée aux mesures de protection juridique le 22 novembre 2017 en partenariat avec le Conseil Départemental.
- Animation Jeunes pour La semaine des droits de l'enfant à la MJD de Nice en partenariat avec la Ville de Nice et la Protection Judiciaire de la Jeunesse et Participation au « Quizz jeunes » le 16 novembre 2017.
- Le PAD de Grasse :
 - Outil de communication pour les détenus.
 - Fin du partenariat avec l'association Préface.
- Refonte du site internet du CDAD 06.

III. Budget prévisionnel 2018.

- Présentation-discussion-approbation.

IV. Présentation de l'avenant à la Convention constitutive du CDAD

- Présentation-discussion-vote.

V. Programme d'actions 2018.

- Reconduction des manifestations traditionnelles à l'attention des jeunes. Réflexions engagées pour renouveler le format des actions : Programmation d'un film judiciaire - Renforcement du partenariat avec la PJJ.
- Signature de la Charte nationale de l'Accès au Droit entre le Ministère de la Justice et 7 associations et Fondations : Recensement des besoins et déclinaisons de la Charte, à l'échelon départemental.
- Programmation d'un cycle de formation à l'attention des professionnels du réseau social (assistantes de service social des Collectivités territoriales).

- Organisation d'une nouvelle journée d'information collective : Réédition de la journée d'accès au droit et à la Justice et/ou nouvelle thématique.
- le PAD de Grasse :
 - Nouveau partenariat avec HARJES : projet de convention.
 - Recrutement d'un nouvel agent d'accès au droit.

VI. Questions diverses

- Permanences en droit du travail : difficultés rencontrées.
- Permanences notariales : reprise du partenariat à l'étude.

En préambule, **Monsieur Alain CHATEAUNEUF, Président du CDAD**, remercie Monsieur le Président de la Chambre des Huissiers de justice, d'avoir accepté la tenue de cette assemblée dans ses locaux.

Il remercie également l'ensemble des membres, ainsi que les autorités et élus de leur présence.

Il constate que le quorum est atteint.

La séance débute à 10 heures 15, et **Madame Jessy ESPOSITO** en assure le secrétariat.

La feuille de présence est soumise à émargement.

Avant de débiter la séance, le **Président** souhaite faire part à l'assemblée du courriel de Monsieur le Bâtonnier du barreau de Nice, Maître Jacques RANDON reçu le 19 juillet 2017.

Ce dernier demande que soit modifié le 2^{ème} paragraphe en page 10 du procès-verbal de l'Assemblée générale du 22 juin dernier concernant son intervention pour le substituer aux propos suivants : « il s'oppose à la réduction du taux actuel de 2.2 à 1.83 pour compenser l'augmentation du montant de l'UV de 26.50 € HT à 32.00€ HT.

Cette augmentation a été obtenue par les avocats après la lutte de plus de 10 années. De surcroît, ce sont les avocats qui font fonctionner le CDAD qui est un organisme mis en place par le Ministère.

Le Bâtonnier s'étonne que la seule solution qui soit envisagée par le CDAD soit d'en faire supporter la charge par les avocats exclusivement sans même envisager de demander à ceux qui en font partie, associations et autres collectivités, de faire un effort en augmentant leur participation. »

Le Président donne acte de cette rectification du procès-verbal de l'Assemblée générale du 22 juin 2017.

Le Président présente l'ordre du jour.

La présentation des éléments de l'ordre du jour s'appuie à l'aide d'un power point.

L. RÉAJUSTEMENT DU BUDGET PRÉVISIONNEL 2017 (COMPTE TENU DE L'ANALYSE DES RECETTES ET DES DÉPENSES RÉELLES AU 30.09.2017 ET DE L'ADOPTION DU NOUVEAU MODE DE CALCUL DE RÉTRIBUTION DES AVOCATS).

La parole est donnée à Monsieur **Thomas CARTOSIO**, Expert-Comptable pour une présentation synthétique du projet de réajustement du budget prévisionnel 2017.

Celui-ci, mis à jour le 31/10/2017, avec arrêté des comptes provisoire au 30/09/2017, prévoit au 31/12/2017, un total de ressources d'un montant de 526 910 euros, et un total de dépenses de 539 918 euros, soit une insuffisance de l'exercice de 13 008€.

S'agissant du détail des ressources : les subventions en numéraire s'élèveraient à 367 605 €, étant précisé la présence de 2 variations pour l'exercice 2017, à savoir une dotation exceptionnelle de 30 000 € de la part du Ministère de la Justice et une absence de paiement de la subvention de 30 000 € par la CARPA de Nice auxquelles vient s'ajouter l'absence de versement de la subvention de 7 000 € pour la Chambre départementale des Notaires. La mise à disposition du personnel est de 67 500 € et de 91 736 € pour la mise à disposition des locaux.

Les montants des dépenses significatives concernent : les honoraires de consultations d'avocats : 191 169 €, les consultations PAD: 11 662 €, les consultations spécialisées en droit du travail : 19 645 €, les bons de consultations : 4 896 € et les indemnités kilométriques d'avocats pour les consultations du Haut-Pays : 3 825 €, soit un total pour les permanences d'avocats de 231 159 €. les frais liés au PAD de Grasse s'élèvent à 17 402 €, et pour l'ensemble des frais de fonctionnement : 30 200 €.

En 2017, la masse salariale s'élèverait à 63 501 € brut, et les charges sociales et fiscales à 26 024 €.

Le résultat net présenterait pour l'année 2017 un déficit de 13 008 euros.

Le Président insiste sur la subvention exceptionnelle de 30 000 € notifiée par la Cour d'Appel d'Aix en Provence suite à notre Assemblée générale du 22 juin dernier qui a permis la mise en place des permanences spécialisées au sein de l'Espace d'Information et d'Accueil des victimes de l'attentat et de compenser le déficit prévisionnel.

Le Président rappelle que lors de la dernière Assemblée générale un vote sur le mode de calcul de la rétribution des avocats est intervenu, que les 2 Barreaux avaient manifesté leurs oppositions de principe légitimes, sans que le Barreau de Grasse, dans le cadre du partenariat existant, n'arrête les permanences à la différence du Barreau de Nice qui a suspendu ses permanences début septembre pendant 15 jours tout en indiquant que la subvention des 30 000 € ne serait pas versée au CDAD mais redistribuée aux avocats pour compenser la non prise en compte de l'augmentation de l'UV. Le Président fait remarquer

qu'environ 7 000 € de chèques relatifs aux permanences n'ont pas, à ce jour, été encaissés par les avocats.

Pour information, le Barreau de Nice a saisi le Ministère de la Justice de la difficulté. Le Président indique que malgré ses démarches, le contact est délicat avec le Barreau de Nice, et qu'il n'est pas exclu que l'on puisse à terme proposer aux avocats du Barreau de Grasse d'assurer également des permanences sur le ressort de Nice.

Monsieur Olivier SCHWEITZER rappelle que beaucoup de CDAD n'avaient pas indexé la rétribution sur la valeur de l'UV, et qu'une rétribution basée sur un forfait a permis au CDAD des Bouches du Rhône par exemple de ne pas être tributaire de cette augmentation. Le CDAD du Var a lui décidé de faire appel à d'autres professionnels tels que les écrivains publics, qui offrent une réponse adaptée aux attentes du public.

Le Président confirme que le choix du forfait adopté à la dernière Assemblée générale était le meilleur choix permettant ainsi de ne pas engager un déficit annuel de 90 000 €, et prend note de cette possibilité de faire appel à d'autres professionnels, si le blocage perdure.

Le Président demande au Bâtonnier de Grasse d'indiquer si lors du dernier regroupement des Bâtonniers s'étant tenu à Nice début novembre, une position commune a été envisagée ou adoptée à l'égard des Conseils départementaux de l'accès au droit.

Maître Jean-Marc FARNETI confirme que, par manque de temps, cette question n'a pu être évoquée mais qu'elle sera abordée dans le cadre du prochain regroupement. Il rajoute que certains barreaux se seraient d'ores et déjà désengagés de leurs partenariats. Il indique toutefois que ce n'est pas le cas de la CARPA de Grasse qui a décidé de maintenir le partenariat existant, en versant la subvention 2017.

Monsieur Olivier SCHWEITZER rappelle que sur le plan national, chaque CDAD a son fonctionnement propre en fonction des particularités des territoires et que de cette diversité naît la richesse des CDAD. Il indique que le recours aux consultations tenues par les avocats est particulièrement important dans les Alpes Maritimes.

Le Président s'adresse ensuite au représentant de la Chambre des Notaires s'agissant du versement de la subvention qui fait défaut depuis plusieurs années.

Maître Pierre-Emmanuel BRIZIO indique qu'une évolution serait envisageable, et qu'un travail a été entrepris avec le CDAD pour une reprise des permanences de notaires. Deux solutions sont à l'étude : soit le versement de la subvention en contrepartie d'une rétribution versée aux notaires, soit il n'y aurait plus de participation financière et les notaires ne demanderaient pas de rétribution.

S'agissant du versement de la subvention 2017, **Maître Pierre-Emmanuel BRIZIO** indique que cette question n'a pas encore été discutée. Le Président demande à être tenu informé de la décision prise.

Aucune autre intervention n'étant formulée sur le projet de réajustement du budget prévisionnel 2017, le Président le soumet au vote des membres de l'Assemblée, il est adopté à l'unanimité.

II / ETAT DES ACTIONS 2017 POUR LE SECOND SEMESTRE

Le Président donne la parole à Madame Caroline BARAILLER s'agissant du démarrage des permanences spécialisées pour les victimes de violences conjugales sur les ressorts des TGI de Nice et de Grasse.

La secrétaire générale indique que ces nouvelles permanences ont débuté au cours du mois d'octobre elles sont implantées de manière symétrique au TGI de Nice et au TGI de Grasse. Elle rappelle que ce dispositif est expérimental jusqu'à la fin de l'année, et que le principe de sa reconduction pour l'année 2018 est soumis à l'obtention d'un co-financement, qui dans l'état actuel, semble difficile à demander.

Le démarrage du dispositif est un peu timide bien que l'ensemble des partenaires aient été informés de sa mise en place. Un premier bilan sera effectué très prochainement pour savoir si le dispositif est adapté aux attentes des victimes en terme notamment de réactivité à la demande et s'il convient de le maintenir.

Madame Natacha HILMERFARB salue l'initiative du CDAD dans la mise en place de ces permanences qui constituent une des réponses aux besoins soulevés dans le cadre de la Commission départementale de lutte contre les violences faites aux femmes. Elle fait remarquer que cette action semble avoir souffert d'un manque de communication, et qu'il convient de relancer l'ensemble des partenaires.

Madame Jessy ESPOSITO poursuit l'ordre du jour et indique que dans le cadre de son partenariat avec le Conseil départemental, le CDAD 06 a accepté de participer à deux journées spécifiques mises en œuvre dans le cadre du programme 2017 de la Conférence des Financeurs des Alpes-Maritimes et dont l'organisation a été confiée au Conseil Départemental des Alpes-Maritimes et à la Mutualité Française Paca. La tenue de ce stand d'information a pour objectif de faire connaître d'une part, les permanences d'avocats et d'autre part, de présenter la mise en place du dispositif d'Information et de Soutien aux Tuteurs Familiaux porté par le Collectif ISTF 06.

La secrétaire générale poursuit en détaillant la mise en place précise du dispositif porté par le Collectif ISTF 06. Après un travail de plusieurs mois engagé avec l'ensemble des services mandataires à la protection juridiques des personnes du département et le soutien des juges de tutelle, la première permanence d'information et de soutien aux tuteurs familiaux s'est déroulée le 18 octobre dernier au tribunal d'instance de Nice.

Elle décrit le dispositif qui se concrétise par 10 permanences physiques chaque mois assuré à tour de rôle par chaque association tutélaire, par deux permanences téléphoniques, lesquelles vont débuter prochainement, et par une permanence téléphonique d'information assuré par le CDAD. Elle remercie tous les partenaires qui ont accueilli ces nouvelles permanences dans leurs locaux et qui ont permis le déploiement de ce dispositif dans des délais très courts. Elle rajoute que le public est déjà présent aux premières permanences.

Le Président rappelle que la création de ce dispositif répond à la mise en œuvre d'une politique nationale. Le CDAD 06 a été désigné comme porteur du projet ISTF 06 pour se charger de la gestion administrative et financière et que ce sont les services de mandataires et les mandataires privés qui tiendront l'ensemble des permanences. Il est rappelé que budget du CDAD est indépendant de celui du Collectif ISTF 06 grâce à deux comptes bancaires distincts.

Monsieur Hervé DEMAI rappelle qu'il était nécessaire d'accompagner les acteurs de terrain sur ce projet, et qu'il souhaite qu'un bilan soit fait.

Madame Caroline BARAILLER confirme qu'un bilan est prévu au 1^{er} trimestre 2018.

Madame Corinne LAPORTE-RIOU rappelle que c'est un engagement du précédent gouvernement que de donner aux familles les moyens de pouvoir s'informer afin de répondre aux demandes des magistrats.

Madame Jessy ESPOSITO poursuit sur la journée d'information collective consacrée aux mesures de protection juridique qui s'est déroulée le 22 novembre 2017, au Palais des Rois Sardes à Nice, gracieusement mis à disposition par le Conseil départemental des Alpes-Maritimes.

Cette journée a rassemblé 250 personnes.

Monsieur Bernard ASSO, Vice-Président du Conseil départemental, représentant Monsieur Charles-Ange GINESY, Président du Département des Alpes-Maritimes, a ouvert cette journée, en présence de Monsieur Alain CHATEAUNEUF, Président du Tribunal de Grande Instance de Nice et Président du Conseil Départemental d'Accès au Droit des Alpes-Maritimes.

Cette journée, entièrement gratuite, avait pour vocation de renseigner utilement toute personne souhaitant protéger un proche ou soi-même de la meilleure façon qu'il soit, mais également permettre à des professionnels, venus nombreux, d'enrichir leurs pratiques professionnelles.

Le public a pu assister à 2 conférences interactives et bénéficier tout au long de la journée de consultations individuelles avec une multitude de professionnels.

La 1^{ère} conférence animée par Madame Solange LEBAILLE, Juge des tutelles à Nice avait pour thème « les mesures de protection juridique et les mesures alternatives existantes ». L'objectif était d'informer les usagers de l'ensemble des dispositifs permettant de s'occuper d'une personne majeur souffrant d'une altération des facultés mentales ou corporelles, la mettant en difficulté pour s'occuper seule de ses intérêts. L'habilitation familiale a fait l'objet d'un focus particulier, comme cela avait été souhaité, par le Procureur de la République lors de notre conseil d'administration du 24 novembre 2016.

La 2^{de} conférence, animée par Maître Laurie BRINCAT-CITTERIO avait pour thème « le mandat de protection future ». L'objectif était de faire connaître ce contrat qui permet d'organiser, à sa convenance, son éventuelle dépendance future, ou qui permet aux parents d'enfants handicapés d'organiser au mieux le futur de ces derniers.

En parallèle, des stands pluridisciplinaires étaient à disposition du public : des professionnels du droit avec des notaires, des avocats, le CDAD, mais aussi le Collectif d'Information et de Soutien aux Tuteurs Familiaux des Alpes Maritimes, les différents services du Département, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, la Caisse d'Allocations Familiales et l'Association France ALZHEIMER répondant ainsi aux besoins d'aide et d'accompagnement dans l'accès au droit des personnes dites « vulnérables ».

L'ensemble des personnes interrogées se sont dit « très satisfaites » de leur journée, repartant ainsi avec des réponses leur permettant d'être mieux informées, de connaître les dispositifs existants et les professionnels compétents pour leurs situations.

La parole est ensuite donnée à **Monsieur Christophe BRETON** pour la participation du CDAD à la semaine des droits de l'enfant à la Maison de la Justice et du Droit de Nice en partenariat avec la Ville de Nice et la Protection Judiciaire de la Jeunesse, le 23 et 24 novembre et pour la participation au « Quizz jeunes » le 16 novembre 2017.

Ces deux manifestations se sont bien déroulées, la 1^{ère} a donné l'occasion à des enfants de 10 ans de connaître l'exposition « moi jeune citoyen », co-animée par Monsieur BRETON, et la 2^{nde} a permis à des jeunes scolaires de 13 ans de se familiariser avec différents professionnels, par l'intermédiaire d'un jeu de cartes interactif élaboré par le CDAD, abordant la responsabilité pénale du mineur.

Monsieur Christophe BRETON profite de l'occasion pour saluer le rôle de Madame LE VU, dans l'organisation de cette manifestation, avec laquelle il a collaboré durant plusieurs années, et regrette de la voir partir à la retraite.

Le Président rappelle l'inauguration de la Maison de la Justice et du Droit de Nice, avec Monsieur ESTROSI, Maire de Nice, le 28 septembre dernier, qui constitue une structure d'accueil parfaitement adaptée à l'accès au droit, et au sein de laquelle de nombreux partenaires interviennent régulièrement.

Madame Brigitte VECCHIONI regrette que le Conseil de la Maison de Justice et du Droit n'ait pu se tenir le même jour que l'inauguration en raison de contraintes d'agenda, et souhaite qu'il soit organisé prochainement, ce qui sera l'occasion de discuter des projets 2018.

Madame Caroline BARAILLER poursuit sur le PAD de Grasse. Elle indique que partant du constat que les détenus sollicitent très peu d'entretiens avec un avocat en dehors de leur rendez-vous avec l'agent d'accès au droit, la fiche d'information remise aux détenus lors de leur entrée en maison d'arrêt a été remaniée de façon à bien distinguer les 2 dispositifs qui sont complémentaires. En parallèle ces documents ont été traduits en différentes langues : roumain, italien, arabe et anglais de façon à en permettre la compréhension par tous. Ces mêmes documents ont été dupliqués pour le PAD de Nice.

Elle indique également que l'Association Preface a informé le CDAD, courant septembre, qu'elle ne serait plus en mesure de poursuivre le partenariat engagé avec le CDAD depuis 2009. L'Association qui assure le portage du contrat de l'agent d'accès au droit, rencontre des difficultés de financement qui vont entraîner le licenciement d'une quarantaine de personnes.

Maitre Jean-Marc FARNETI indique qu'il s'étonne de toujours recevoir des demandes de désignation d'avocat émanant directement des détenus, qui traduirait selon lui une méconnaissance du dispositif en place.

Monsieur Christophe BRETON intervient en confirmant que les détenus ont pour habitude d'écrire, tous les jours à de nombreux interlocuteurs, et qu'il n'est pas possible de les en empêcher.

Maitre Jean-Charles ALBERTINI confirme qu'il lui arrive également de recevoir des courriers de détenus, mais ne s'en étonne pas.

Madame Michèle BRUYERE confirme que l'agent d'accès au droit à la Maison d'arrêt de Grasse est très bien identifié par les détenus ainsi que par l'ensemble des professionnels du SPIP, avec lesquels le partenariat fonctionne très bien.

Monsieur Jean-Michel PRETRE confirme qu'il faut prendre en compte la problématique de l'affaire pour laquelle la personne est détenue et que les questions de droit de visite, ou d'ordre familial sont autonomes des questions pénales.

Monsieur Franck VINESSE, dans le cadre du financement du FIPD, souhaiterait avoir plus d'information sur la préparation des détenus à la sortie et les tableaux de bord des PAD constituent une source d'information précieuse.

Madame Michèle BRUYERE confirme que l'agent d'accès au droit travaille en lien étroit avec le SPIP sur ces questions.

S'agissant de la refonte du site internet du CDAD, **Madame Caroline BARAILLER** indique que le projet a bien avancé et pris forme. L'étape du choix du prestataire a été franchi, en partenariat avec le CDAD des Alpes de Haute Provence, avec lequel le projet en commun, ce qui a permis de mutualiser les coûts du projet. Si le calendrier de mise en page et images du site est respecté, il pourra être présenté lors du prochain conseil d'administration.

Le Président insiste sur la volonté du CDAD de travailler en mutualisant les moyens et les idées avec d'autres CDAD, comme la loi nous invite à le faire désormais.

III / PRESENTATION DU BUDGET PREVISIONNEL 2018.

Le Président donne la parole à **Monsieur CARTOSIO** qui fait une lecture détaillée du PowerPoint, à savoir :

- Pour 2018, le total des ressources en numéraire s'élèverait à 375 580 € contre 367 605 € pour 2017, et un total de dépenses de 377 587 € contre 380 613 € en 2017.
- La mise à disposition du personnel, s'élèverait à 67 500 € et la mise à disposition des locaux s'élèverait à 89 084 €.
- L'ensemble des honoraires de consultation : 223 655 €.
- Le pôle communication : 2 300 €.
- L'action vers les jeunes passerait de 2 400€ à 4 000€

- La subvention pour l'agent d'accès au droit du PAD de Grasse s'élèverait à 19 744 €.
- Les frais de fonctionnement : 29 512 € contre 30 200 € en 2017.
- La masse salariale (salaire brut et charges sociales et fiscales) : 97 517 € contre 95 942 € en 2017.

Une quote-part résultant de l'implication du CDAD dans le Collectif ISTF 06 s'élèvera à 5 852 € correspondant à la charge de travail administrative et financière.

Il conclut en rappelant que ces résultats seront bien entendu conditionnés à l'engagement de chaque financeur d'honorer le versement de sa subvention.

La réserve préconisée de 6.4 mois s'élèvera à 188 514 € et la réserve d'ajustement fonctionnel à 12 421 €.

Le Président confirme le maintien du dispositif Convention Etat/Région qui permet au CDAD de recevoir une enveloppe de 70 00 € pour l'année 2018.

Monsieur Olivier SCHWEITZER indique qu'il existe une volonté régionale de mettre l'accent sur l'accès au droit et la médiation.

Le Président interroge **Monsieur Bernard VINCENT** et **Monsieur Pascal STRATARI** sur le budget 2018, aucune observation n'est soulevée.

Aucune autre intervention n'étant formulée sur le budget prévisionnel 2018, le Président le soumet au vote, il est adopté à l'unanimité.

IV/ PRESENTATION DE L'AVENANT A LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU CDAD

Le Président indique les modifications apportées par cet avenant dans le cadre des demandes émanant de JUSTICE 21.

- le Procureur de la République devient le Vice-Président du CDAD.
- le magistrat délégué à la politique associative et à l'accès au droit, près la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence devient Commissaire du Gouvernement du CDAD. L'exercice de cette fonction lui permettra d'avoir une vision globale sur l'activité de l'ensemble des CDAD.
- les nouvelles missions portées par le CDAD : les modes alternatifs de résolution des conflits et la résolution amiable des différends.

Le Président indique qu'il souhaite profiter de l'occasion pour soumettre aux membres de l'assemblée générale, « un toilettage des participations ». En effet, certaines structures ou associations, anciennement partenaires, avec lesquelles le CDAD ne travaille plus, figurent toujours dans la liste des membres associés et sont donc comptabilisées dans le quorum, ce qui pose des difficultés à chaque assemblée.

Il rappelle que le CDAD a adressé au CRIJ, au CHU de Nice et à l'Association ALMAZUR un courrier en recommandé avec accusé de réception au mois de septembre dernier afin « de nous assurer de leur souhait de conserver leur qualité de membre associé au sein de notre groupement ». Aucun retour n'a été fait par ces organismes, il propose leur exclusion.

S'agissant de l'Association PREFACE, le contexte est différent puisque c'est Monsieur SATABIN, directeur qui nous a fait part de son souhait de se retirer pour des raisons propres à son association.

Le Président soumet l'avenant au vote en ce compris l'exclusion du CRIJ, du CHU de Nice, de l'Association ALMAZUR et le retrait de l'Association PREFACE, il est adopté à l'unanimité, avec modification du deuxième alinéa l'article 7 «...le groupement est présidé,[...]par le président du tribunal de grande instance du chef-lieu du Département » en lieu et place de «...le groupement est présidé,[...]par le président du tribunal de grande instance des Alpes-Maritimes, siégeant au chef-lieu du Département » sollicitée par Maître Jean Marc FARNETI.

Le Président souhaite faire part à l'assemblée d'une circulaire de juin dernier faisant état des observations de la Cour des Comptes, laquelle préconise le recours à la commande publique pour la mise en œuvre des permanences juridiques. Ces modalités pourraient se traduire par des appels d'offres concernant les permanences juridiques d'avocats avec une mise en concurrence des cabinets de notaires, avocats, et huissiers de justice qui chacun pourraient y répondre.

Monsieur Olivier SCHWEITZER confirme que ces recommandations ont été validées par le Conseil d'Etat. Le Ministère de la justice se donne deux ans pour réfléchir à l'ingénierie complexe de ces modalités.

V/ PROGRAMME D' ACTIONS 2018.

La secrétaire générale indique que s'agissant des actions jeunes, le CDAD souhaite poursuivre le partenariat initié avec la Protection Judiciaire de Jeunesse pour la co-animation des expos justice 13-18 ou 9-12. Par ailleurs, la programmation d'un film judiciaire est également envisagée auprès des scolaires. Cette programmation pourrait être suivie d'un débat avec des professionnels du droit (magistrats et avocats).

Enfin, partant du constat que les permanences juridiques pour mineurs sont très peu fréquentées, il est envisagé de revoir le format d'action en substituant à ces permanences des séances d'information collectives qui pourraient être animées par des avocats. Le CDAD est, en effet, régulièrement sollicité par les professeurs des différents établissements scolaires, pour l'intervention d'un professionnel du droit et pour exposer notamment le cadre juridique face aux dangers potentiels d'internet et des réseaux sociaux.

Maître Mireille DAMIANO confirme que le problème de fréquentation des permanences pour mineurs est très ancien, qu'il avait été imaginé de tenir les permanences au sein même des écoles mais que le risque de stigmatisation avait été jugé trop grand. Elle se dit favorable aux propositions de Madame BARAILLER et lui suggère de se rapprocher du groupe de défense des mineurs. Elle confirme son souhait d'être associée à ces futures actions.

Madame Brigitte VECCHIONI confirme que tout a été tenté pour faire marcher ces permanences mais que force est de constater qu'il faut s'acheminer vers leur suppression. Elle se dit favorable au développement d'actions collectives et souhaite également être associée à aux propositions.

Madame Michèle RAIBALDI confirme que les établissements scolaires ne sont pas des lieux adaptés, et propose la possibilité d'intégrer ce dispositif dans le cadre du parcours citoyen qui se déploie de la 6^{ème} à la terminale et qui aborde les droits des enfants et les questions de Justice.

Le Président remercie de l'Education Nationale pour son offre de service.

Madame Natacha HIMELFARB souligne que l'accès au droit est une priorité du quinquennat et qu'en sa qualité de déléguée aux droits des femmes elle peut également apporter son soutien.

Madame Marilyne MAISTO indique que suite au comité de pilotage des antennes de justice de la CASA qui s'est tenu le 23 novembre dernier, l'investissement auprès des jeunes reste une priorité. Elle souhaiterait que l'utilisation des réseaux sociaux par les jeunes soit une piste de travail.

La secrétaire générale poursuit sur la signature de la Charte nationale de l'Accès au Droit entre le Ministère de la Justice et 7 associations et Fondations

Le ministère de la justice a signé le 21 février une charte nationale de l'accès au droit avec 7 associations et fondation (Association Droits d'urgence, Association Restaurants du Cœur, le Secours catholique l'Association ATD Quart Monde la CIMADE et le Renadem) L'objectif de la charte est de garantir à toute personne en situation d'exclusion ou de précarité un accompagnement permettant d'accéder à l'information juridique et un accès à la Justice. Attache va être prise auprès de chacune des associations, présentes dans le département, afin d'identifier et recenser les besoins en matière d'accès en droit et d'envisager les déclinaisons possibles de la charte à l'échelon départemental.

Monsieur Olivier SCHWEITZER indique que le Secours populaire, qui n'est pas signataire de la Charte, s'est également pleinement investi dans ce domaine.

Madame Caroline BARAILLER rajoute qu'il n'y a aucune exclusivité dans le choix des partenaires et que tous peuvent y adhérer.

Le Président indique que c'est une pique de rappel pour une population oubliée dans le cadre de notre politique départemental d'accès au droit et qu'il est preneur de toutes suggestions des partenaires.

Monsieur Hervé DEMAI rajoute qu'il serait intéressant d'y associer également les CCAS.

La parole est ensuite donnée à **Madame Jessy ESPOSITO** sur la programmation d'un cycle de formation à l'attention des professionnels du réseau social, à savoir les assistants de service sociaux du département, les agents d'accueil des antennes de justice et des Maisons de Justice et du Droit. Pour le moment, 3 besoins ont été recensés : les droits au séjour des mineurs et des majeurs et l'organisation judiciaire avec une articulation sur les champs de compétences du juge aux affaires familiales, du tribunal pour enfant et du parquet.

Maître Mireille DAMIANO souhaiterait également que soit abordée la problématique des mineurs non accompagnés.

Madame Jessy ESPOSITO poursuit sur l'organisation d'une nouvelle journée d'information collective qui pourrait prendre forme par la réédition de la journée d'accès au droit et à la justice, telle qu'organisée précédemment en partenariat avec la CARE, ou par une journée consacrée à une thématique plus spécifique.

Madame Marilyn MAISTO se dit intéressée par l'organisation d'une manifestation sur le territoire d'Antibes.

Le Président rappelle que le CDAD ne possède pas les moyens humains et techniques pour se charger de la communication auprès du public, que ce volet devra être assuré par le partenaire.

Il demande aux professionnels de droit s'ils seraient disposés à participer à cette manifestation, ceux-ci confirment leur accord de principe.

Maître Jean-Charles ALBERTINI propose que les affiches des manifestations soient mises au sein de la Chambre des huissiers de justice.

Madame Viviane GILGENKRANTZ sollicite une réflexion pour l'organisation de journées de sensibilisation dans le Haut pays.

Le Président indique que tout est envisageable, le CDAD sera attentif à toutes les sollicitations et suggestions des partenaires.

La secrétaire générale poursuit sur le PAD de Grasse. Afin de permettre le maintien du PAD de Grasse, le CDAD s'est rapproché de l'Association HARJES pour savoir si elle serait prête à porter le contrat de travail de l'agent d'accès au droit à la suite de l'Association Préface. Pour l'heure, HARJES, qui a manifesté son adhésion de principe, a soumis ce projet à l'approbation de son bureau. Elle indique par ailleurs, que l'actuel agent au droit, ne souhaitant pas reconduire son contrat sur l'année 2018, le recrutement de son remplaçant est à prévoir.

VII/ QUESTIONS DIVERSES

La secrétaire générale évoque les difficultés rencontrées dans le cadre des permanences spécialisées en droit social. Elle souligne, qu'à son sens, la tâche est devenue trop lourde pour la seule Association des avocats praticiens en droit social, qui assure toutes les permanences puisque que les permanences se sont étoffées, ces dernières années, dans la durée (passant de 2 à 3 heures) et dans leur fréquence (les points de permanence ont doublés).

Maitre Mireille DAMIANO dit avoir interrogé la Présidente de l'AAPDS sur ces difficultés et il semblerait qu'une solution plus efficace ait été trouvée par la mise en place d'une Dropbox. Elle confirme l'importance de garder le caractère spécialisé de ces permanences.

La secrétaire générale rappelle que la demande des structures pour ces permanences est de plus en plus importante. Elle indique que malgré la mise en partage du planning des permanences via Dropbox, il n'y a qu'une quinzaine d'avocats volontaires pour y répondre, qu'ainsi des difficultés de volontariat persistent. Elle indique qu'une mixité dans la désignation des permanenciers pourrait être envisagée avec des points de permanence pour lesquels la désignation pourrait être attribuée aux barreaux de Nice et Grasse sachant, par ailleurs, que des avocats, non-adhérents de l'Association, ont exprimé le souhait d'assurer des permanences.

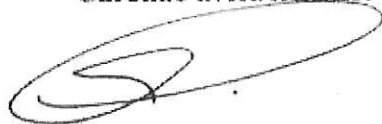
Elle poursuit sur l'éventualité d'une reprise des permanences de notaires. Elle indique avoir rencontré Maître Brizio, en sa qualité de représentant de la Chambre, qui a fait part du souhait de la Chambre départementale de réactiver le partenariat avec le CDAD. **Maître Pierre-Emmanuel BRIZIO** indique que les modalités des permanences n'ont pas été encore complètement arrêtées. Une réunion entre le Président du CDAD et le Président de la Chambre départementale pourrait être programmée à cet effet.

L'ordre du jour étant épuisé, plus aucun participant ne demandant la parole, le **Président** remercie l'ensemble des partenaires de leur présence, et lève la séance à 12 heures 15.

Nice, le 15 Décembre 2017,

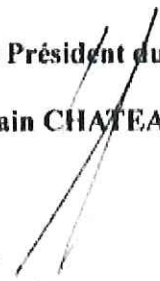
La Secrétaire Général

Caroline BARAILLER



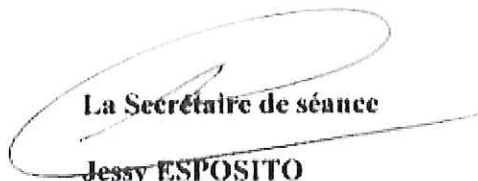
Le Président du CDAD

Alain CHATEAUNEUF



La Secrétaire de séance

Jessy ESPOSITO



- Remunération AB pour modification de la convention
- A Réajustement du Budget 2017.

①

Sur la pmi^e.

Notaire: -7000€

RPP: +4500€.

⇒ Déficit Budgétaire: de -13000€

Revue promise soit 6 mois.

6,6 → 6,2 mois de revue fonctionnelle.

Position du bureau de Nîmes:

- suppression de la participation aux consultations juridiques citées

- annul de la subvention de 30000€ (CARPA)
(pour reversion aux avocats qui participent aux consultations).

Rappel: le montant de retenu^e alloué pour le conseil = 5 ou 6 fois ce montant.

Contant rompu

+ A ce jour 7000€ de chèques aux avocats non encaissés.

Position notaire:

Proposition d'une nouvelle participation mensuelle de 7000€ (en anticipation de consultations remplies).

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 11/02/2019
Numéro : CC_2019_010
Nature : DE - Deliberations
Objet : Centre Départemental d'accès au Droit CDAD 06 -
Avenant n.1 à la convention constitutive
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : Sw6Wwz4

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 21/02/2019
Identifiant : 006-240600585-20190211-CC_2019_010-DE

Acte reçu

Date : 11/02/2019
Numéro interne : CC_2019_010
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Centre Départemental d'accès au Droit CDAD 06 - Avenant n.1 à la convention constitutive
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190211-CC_2019_010-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 3
99_DE-006-240600585-20190211-CC_2019_010-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20190211-CC_2019_010-DE-1-1_3.PDF
99_DE-006-240600585-20190211-CC_2019_010-DE-1-1_4.PDF

N